

## Panne d'électricité massive en Espagne et au Portugal



Le 28 avril 2025, une panne d'électricité d'une ampleur exceptionnelle a plongé l'Espagne et le Portugal dans le chaos, affectant près de 55 millions de personnes. La coupure, qui a débuté à la mi-journée, a perturbé les transports aériens et ferroviaires, ainsi que les services publics comme l'internet et la téléphonie mobile. Les habitants ont été privés d'électricité pendant 10 à 20 heures, provoquant des embouteillages et des interruptions dans les grandes villes.

Les autorités espagnoles enquêtent sur un possible sabotage informatique, bien que la piste d'une cyberattaque ait été écartée pour l'instant. Une enquête judiciaire a été ouverte pour déterminer les causes exactes de cette panne. L'électricité a été rétablie dans la quasi-totalité de l'Espagne et du Portugal le mardi 29 avril au matin, permettant un retour progressif à la normale.





## Débat sur la nouvelle feuille de route énergétique de la France

L'Assemblée nationale a ouvert, ce lundi 28 avril, les débats sur la troisième programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3). Ce texte fixe la feuille de route énergétique de la France pour les dix prochaines années, avec l'objectif de neutralité carbone en 2050. La PPE3 prévoit de réduire la part des énergies fossiles dans la consommation énergétique de 60 % en 2023 à 30 % en 2035, en les remplaçant principalement par de l'électricité bas carbone (nucléaire et renouvelable) et des énergies renouvelables hors électricité (géothermie, biomasse). Contrairement à la précédente PPE, qui prévoyait de fermer des réacteurs nucléaires, cette nouvelle feuille de route acte la relance de l'atome et confirme l'ambition de déploiement des énergies renouvelables, notamment l'éolien en mer.

Le Premier ministre François Bayrou a proposé un débat sans vote sur la PPE, d'abord lundi à l'Assemblée, puis au Sénat le 6 mai. La publication du décret est prévue avant l'été, avec des modifications possibles en fonction des débats parlementaires.



## Restructurations d'ArcelorMittal en France: Pression sur le plan acier de Bruxelles



Les restructurations d'ArcelorMittal en France, incluant des fermetures d'usines et des licenciements, mettent une pression considérable sur le plan acier de Bruxelles. Ces décisions sont motivées par la surcapacité de production mondiale, la baisse de la demande et les coûts élevés de l'énergie. La Commission européenne travaille sur un plan d'action pour soutenir les producteurs européens face à la concurrence déloyale des producteurs chinois, qui ne supportent pas les mêmes coûts liés aux émissions de CO2.

Ce contexte complique les efforts de l'Union européenne pour décarboner l'industrie de l'acier. Les syndicats français expriment leurs inquiétudes quant à l'avenir de l'emploi dans le secteur. Les discussions entre Bruxelles et les acteurs de l'industrie se poursuivent pour trouver des solutions durables.



## Trois défi majeur pour le nouveau président d'EDF

Lors d'une audition au Sénat sur les aides publiques, Luc Rémont, a dressé les priorités de son successeur à la tête d'EDF. Le premier est de lever 100 milliards d'euros pour financer la construction de six réacteurs nucléaires de type EPR2. Ce financement est crucial pour la stratégie énergétique de la France. Le deuxième défi consiste à négocier une nouvelle régulation pour le secteur hydraulique. Enfin, le troisième défi est de développer l'électrification des usages pour assurer l'équilibre du réseau électrique. Ces enjeux sont essentiels pour garantir la transition énergétique et la sécurité d'approvisionnement en France. La réussite de ces projets dépendra de la capacité à mobiliser les investisseurs et à obtenir le soutien politique nécessaire.

Le nouveau dirigeant devra également gérer les défis opérationnels liés à la modernisation des infrastructures existantes.



